

## Echos d'Amérique

### Aux Etats-Unis

—Après avoir enduré les horreurs d'un séisme bien conditionné, et absolument selon les lois de la géologie, voilà que San-Francisco souffre d'un chambardement moral ou immoral, comme vous voudrez, plus ou moins prévu par ceux qui savent comment on manipule les finances publiques chez nos voisins. C'est ainsi que des fonds de secours ayant afflué dans "la ville reine de l'ouest", à la suite des malheurs qui la frappèrent naguère, un petit million de dollars aurait disparu. Soyez persuadés qu'il n'est pas perdu pour tout le monde, c'est du moins ce qu'en pensent les autorités de Washington, qui viennent d'ordonner une enquête afin de connaître le mangeur d'une si phénoménale "grenouille". Et dire que des milliers de citoyens, que de pauvres ménages ont perdu tous leurs biens mobiliers, toutes leurs économies, dans le désastre de San-Francisco, sans qu'il leur soit donné un "cent" de secours! On ne doit donc pas regretter que les Etats-Unis aient refusé l'aide de l'étranger, sinon l'Union déjà trop peuplée de millionnaires en compterait quelques-uns de plus, et pas un seul pauvre de moins... Elle est remarquable, tout de même, cette façon d'entendre la philanthropie.

Dans les scandales de San-Francisco qui nous occupent, deux gros bonnets sont tout particulièrement malmenés, et, leur attitude sur la sel-



M. Iswolsky, le nouveau ministre des affaires étrangères de Russie.

lette du tribunal de l'opinion publique n'est certes pas brillante. Ces braves yankees sont: le maire de San-Francisco, M. Eugène Schmitz, et M. Abraham Ruef, sorte de meneur politique, qui, par d'adroites manoeuvres, s'est presque assuré une dictature sur le territoire éprouvé dans le voisinage de la fameuse "Golden Gate." Si nous en croyons nos grands confrères américains, MM. Schmitz et Ruef, Abraham, (retenez ces noms, ils ont un cachet particulier qui éclaire admirablement), ces MM. abusant de leurs pouvoirs, auraient fait chanter dans les grands prix les hôteliers opulents qu'ils ont pour mission d'administrer, et qu'en effet ils administrèrent, mais un peu trop pour leur compte. D'où, hauts cris, poursuites, et peut-être prison pour ces peu excusables gentlemen, contre qui l'indignation populaire ne connaît plus de bornes à San-Francisco.

—Comme si elles avaient conscience de l'augmentation éhontée de leurs dividendes, quelques compagnies américaines, et des plus puissantes, viennent de se livrer à une générosité envers le monde ouvrier, dont nous ne saurions trop les féliciter. C'est la compagnie du chemin de fer de Pensylvanie qui a donné le branle au mouvement que nous avons plaisir à signaler, en octroyant volontairement une augmentation de salaires de 10 pour cent à tous ses employés. On se rendra compte de la munificence du "Pennsylvania Railroad," quand on saura que sa générosité améliore le sort de 165,000 de ses employés, tout en lui occasionnant un déboursé supplémentaire, et annuel, de \$12,000,000. Les ouvriers américains se réjouissent, paraît-il, et à bon droit, de cet esprit de largesse, que la "Standard Oil Company" étendrait à ses 60,000

employés de ce continent, tout comme les compagnies "Amalgamated Copper" et "United Steel Corporation", lesquelles sont tout aussi bien disposées envers leurs immenses personnels. C'est tant mieux, vraiment, que les riches neveux de l'oncle Sam, commencent à donner quelques-unes des miettes, reliefs de leurs opulentes tables, à leurs frères malheureux, qui, par leurs labeurs, leur valent de les avoir devant eux. Evidemment, on s'est demandé d'où venait cet élan de charité insolite, chez des gens qui n'abusèrent jamais de cette vertu théologale. Sans difficulté, ce problème a été résolu, et il n'est point fait mystère de sa solution. Si les grandes compagnies des Etats-Unis jouent à la prodigalité, il est acquis, comme on pouvait s'en douter, qu'elles le font une fois de plus dans leur intérêt. D'abord, ces compagnies ont reconnu que le coût de la vie augmentant, il leur fallait bien, sous peine d'un cataclysme social inévitable, donner quelque satisfaction à l'ouvrier. Aussi, ont-elles résolu de ce faire, leur prospérité le leur permettant. Puis, et voilà le "hic", elles pensent que ces dix pour cent d'augmentation calmeront les travailleurs, qui, du coup, ne contrecarreront pas davantage les menées politiques qui se trament en vue des futures élections, comme ils les contrecarrèrent lors de la dernière grande campagne électorale de l'Etat de New-York. Le pot aux roses est donc découvert, et il ne reste à savoir qu'une chose: l'ouvrier américain se contentera-t-il indéfiniment du 10 pour cent d'augmentation de salaire, comme gage de passivité, ou voudra-t-il du 15, du 20, du 25 pour cent, jusqu'à ce que les beaux dividendes des compagnies s'en aillent dans son gousset. Cet appétit des humbles, vis-à-vis des trésors des grands, est à supposer, et nous le supposons, en attendant que le temps vienne nous donner raison. Somme toute, ce n'est que justice, et nous souhaitons qu'un mouvement de générosité similaire se produise au Canada, en faveur de nos ouvriers encore trop pressurés.

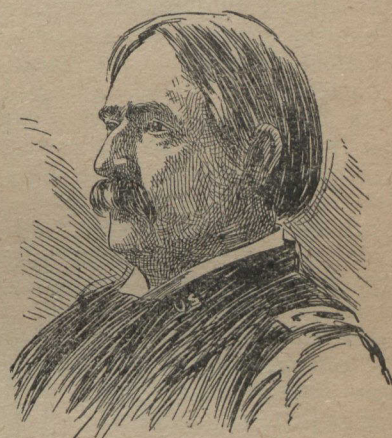
—A propos de capital et de travail, nous nous en voudrions de ne pas vous signaler que l'omnipotent monopole du pétrole, autrement dit "Standard Oil Company" se trouve actuellement en mauvaise posture. En effet, le 15 du mois dernier, à Saint-Louis, fut prise une très importante action judiciaire contre ce trust, qui tend à le faire dissoudre par le pouvoir central. Il n'empêche, en attendant, que la "Standard Oil" continue à dicter ses lois au marché du pétrole, à imposer ses volontés aux cours de justice, et à dominer de sa toute puissance les finances nationales. Car il est bon de savoir que la loi actuellement invoquée pour faire punir les magnats du pétrole, (loi Sherman contre les trusts), a seize ans d'existence. Toute la nouveauté des procédures maintenant entreprises, serait qu'enfin on va appliquer la loi Sherman, grâce à la volonté inflexible du président Roosevelt et aux ordres qu'il a donnés au Procureur Général Moody. D'après la législation américaine, si on finissait par en tenir compte, non seulement John D. Rockefeller; son fils William; H. H. Rogers; John D. Archbold et autres archi-millionnaires, seraient passibles d'une amende, mais aussi d'un emprisonnement. Tout comme du reste, les administrateurs des 70 compagnies affiliées à la "Standard Oil". Aussi, la sensation que créent les difficultés suscitées à cette compagnie, par le gouvernement qui veut lui faire rendre gorge, est-elle intense. Il y a de quoi, puisque d'après l'enquête en cours, de 1882 à 1895, le "Standard Oil" a payé en dividendes la somme stupéfiante de \$512,000,000. Son actif "selon évaluation" n'étant que de \$70,000,000, avec surplus de valeur inconnu. Pendant les neuf dernières années, le trust du pétrole a payé de 33 à 48 pour cent de dividendes, ce qui, on l'admettra, n'est pas d'un mauvais placement pour les porteurs de ses titres. Gageons que la "Standard Oil" s'en tirera encore une fois.

—Quand les critiques américains se mêlent de juger l'oeuvre des littérateurs du Vieux monde, on peut s'attendre à des surprises hilarantes; du moins, c'est ce que nous éprouvons personnellement chaque fois que nous lisons quelques pages des vivisectionneurs américains de l'oeuvre théâtrale européenne. Rien n'est plus drôle que leurs conclusions, et, tout compte fait, on s'aperçoit que ces chevaliers de la plume, que ces bons critiques yankees, ne peuvent pas admettre qu'on juge l'art autrement qu'avec des yeux yankees et un entendement non moins yankee. Tenez, l'autre jour, nous nous sommes

fort amusé à parcourir une étude de M. John Corbin, touchant les productions du dramaturge anglais Stephen Phillips (école moderne). M. Corbin, qui a apparemment une drôle de conception du théâtre, en profite pour dire que les pièces de M. Phillips ne vivront pas, non plus, d'ailleurs, que celles de Rostand en France. Vous vous demandez pourquoi? Nous allons vous le dire, répétant textuellement les termes du critique américain, lesquels suivent une période où il rappelle les débuts, vieux de six ans, du dramaturge anglais sus-nommé.

"Une des principales raisons de la désillusion qui renverse nos espérances d'il y a six ans, — dit M. Corbin, — tient à ce que l'Anglais (lisez Phillips) tout comme le Français (lisez Rostand) ont puisé leurs sujets dans l'histoire et la fiction, sans subir l'influence et les aspirations de la vie qui les entourait. Il n'en a pas été ainsi avec les grands dramaturges. Shakespeare, n'a jamais appartenu davantage au règne d'Elisabeth que dans ses oeuvres; Goethe et Schiller, dans "Faust" et "Guillaume Tell", furent essentiellement de leur époque. Quant aux héros d'Eschyle et de Sophocle, ils étaient taillés sur le patron de la foule qui assistait aux représentations du théâtre de Dionysos. Mais, "Cyrano" et "Hérode" ne tiennent pas plus à nous que nous ne tenons à eux."

Et voilà, chers amis, la quintessence de l'art de ce continent. Que diraient les Faguet, les Brunetière, les Jules Lemaitre, s'ils avaient le temps de lire M. Corbin? Ne voyez-vous pas tout de suite, quel piètre sire serait Cyrano, si on lui donnait l'âme d'un buveur d'absinthe du boulevard: sceptique, pessimiste, nouveau jeu, "rosse" en un mot, comme on l'est à notre époque malgré tout le talent possible. Où serait la fraîcheur de la "scène du balcon" subitement devenue ridicule, par exemple?



Feu le général américain W. R. Shafter, ancien commandant en chef à Cuba, pendant la guerre hispano-américaine, mort la semaine dernière.

Ah! M. Corbin, que vous êtes habile à écouter votre prose, à "emplir" votre public comme nous disons.

### Au Canada

—Nos députés fédéraux et nos sénateurs sont de nouveau à la besogne, la troisième session, du dixième parlement du Canada, ayant été ouverte le jeudi, 22 novembre, avec tout le cérémonial accoutumé. Au cours des travaux législatifs qu'entreprennent nos honorables, la convention postale qui existe entre le Canada et les Etats-Unis, sera abrogée. Sur proposition du ministre des postes, l'hon. M. Lemieux, cette mesure sera prise afin de fermer nos portes aux publications américaines, (genre réclame de bas étage) qui inondent notre pays, grâce à la bénévolence de notre service postal. Dans l'intérêt de la morale publique et de bien d'autres choses, nous félicitons chaleureusement l'hon. Lemieux de sa très louable et patriotique initiative.

—La grève des employés de tramways de Hamilton, Ontario, n'a pas été sans son échauffourée. Après lecture des sommations, la police a chargé, l'autre jour, une foule où les émeutiers étaient en grande minorité. Résultat: de paisibles citoyens et de pauvres femmes ont eu la tête cassée à coups de bâtons. Vrai, il nous semble que la force publique compte trop de brutes en ce pays, pour quelques sujets d'élite. Et, avec ça, nos maires ne savent pas toujours quels sont leurs devoirs et leurs attributions. Quant au sang-froid, il faut espérer que la plupart en ont plus que ceux de Buckingham et de Hamilton, désormais de triste mémoire.

L. D'ORNANO.